MTL. - 1 - L.6286/2.

2 2 VII 1958

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 10 juin 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "créant un comité mixte et des commissions provinciales des travaux à executer d'urgence en temps de guerre", a donné le 9 juillet 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e juni 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling van een gemengd comité en van provinciale commissies voor de in oorlogstijd dringend noodzakelijke werken", heeft de 9e juli 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de créer un comité mixte et des commissions provinciales des travaux à exécuter d'urgence en temps de guerre.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 1er, il est créé un comité mixte et neuf commissions provinciales.

Les articles 2 et 3 règlent respectivement la composition du comité mixte et des commissions provinciales. Ces articles appellent quelques observations de forme ne nécessitant aucun commentaire et résultant des textes ci-après proposés pour chacun d'eux :

"Article 2.-

Le comité mixte est composé de neuf membres, dont un président et un vice-président.

La présidence est assumée par le secrétaire général du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction; la vice-présidence par un officier général ou supérieur désigné par le Ministre de la Défense nationale.

Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Affaires économiques, le Ministre de la Défense nationale, le Ministre des Communications et le Ministre de la Santé publique et de la Famille désignent chacun un membre du comité.

Les ministres chargés de désigner un membre désignent en même temps un suppléant. Le suppléant du président du comité est désigné par le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction.

/...

Article 3.-

Les commissions provinciales sont composées de neuf membres, dont un président et un vice-président.

La présidence est assumée par un fonctionnaire du rang de directeur au moins, désigné par le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction; la vice-présidence par un officier supérieur désigné par le Ministre de la Défense nationale.

Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Affaires économiques, le Ministre de la Défense nationale, le Ministre des Communications et le gouverneur de la province désignent chacun un membre.

Les autorités chargées de désigner un membre désignent en même temps un suppléant".

\+

\+ \+

Selon le rapport au Roi, le comité mixte et les commissions provinciales prévus par le projet sont des "organismes interministériels", chargés d'une double mission. Cette double mission, telle qu'elle a été précisée au cours de l'examen du projet par l'officier chargé de renseigner le Conseil d'Etat, apparaîtrait plus clairement si l'article 6 du projet était rédigé comme suit :

.../...

"Article 6.-

§ 1er. Le comité mixte et les commissions provinciales ont en temps de paix pour mission d'établir le relevé des installations essentielles à l'effort de guerre et à la vie économique du pays, à l'exclusion toutefois des installations qui ressortissent aux attributions des comités, des commissions ou des organismes de coordination chargés, en temps de guerre, du règlement des problèmes de transports, de télécommunications et d'infrastructure aéronautique. En temps de guerre, ils déterminent en outre l'ordre de priorité des travaux de remise en état, d'adaptation et de construction de ces installations.

Le comité mixte et les commissions provinciales établissent et tiennent à jour dès le temps de paix, un relevé général et un tableau d'affectation des entreprises qui pourront exécuter les travaux relatifs à des installations relevant de leur compétence et de celle des autres comités, commissions et organismes de coordination.

En cas de désaccord entre les divers comités, commissions et organismes de coordination, et à défaut de conciliation à l'intervention du comité mixte des travaux, celui-ci adresse aux ministres intéressés un rapport accompagné d'une proposition.

§ 2. Le comité mixte s'acquitte des missions prévues au § 1er, alinéas 1er et 2, soit directement, soit à l'intervention des comités provinciaux".

+

+ +

.../...

Les articles 7 et 8 donnent une énumération détaillée des attributions principales du comité mixte et des commissions provinciales.

Ils distinguent entre les attributions du temps de paix et celles du temps de guerre.

En temps de paix ces attributions ont un caractère purement préparatoire. En temps de guerre, par contre, le comité mixte et les commissions sont compétents pour prendre des décisions concernant la remise en état de toutes installations endommagées ou mises hors d'usage qui ne relèvent pas de la compétence des comités, commissions ou organismes de coordination chargés du règlement des problèmes de transports, de télécommunications et d'infrastructure aéronautique.

Ces articles dont l'intelligence est difficile seraient mieux rédigés comme suit, à défaut de les refondre complétement :

"Article 7.-

La mission du comité mixte des travaux comprend :

a) en temps de paix :

1° la tenue à jour de la liste des installations dont le fonctionnement doit être assuré par priorité en temps de guerre et qui ne ressortissent pas aux autres comités, commissions et organismes;

2° l'évaluation des ressources en main-d'oeuvre et en outillage nécessaires en temps de guerre pour assurer la remise en état, l'adaptation et la construction des installations visées au 1° ; l'établissement de programmes d'utilisation de ces ressources ainsi que, le cas échéant, l'établissement de propositions en vue de les accroître;

.../...

3° les suggestions à faire quant aux mesures de protection qu'il conviendrait de prendre dès le temps de paix pour les installations visées au 1°;

4° la liaison avec les comités, commissions et organismes chargés des problèmes de transports, de télécommunications et d'infrastructure aéronautique en temps de guerre et la centralisation des états de prévisions de ces divers organismes quant aux ressources en main-d'oeuvre et en outillage qu'ils estiment nécessaires pour la remise en état, l'adaptation et la construction d'installations ressortissant à leur compétence;

5°la tenue à jour d'un tableau général de l'affectation donnée aux ressources en main-d'oeuvre et en outillage englobant toutes les installations dont le fonctionnement doit être assuré en temps de guerre ainsi qu'un relevé des ressources qu'il conviendrait de constituer en une réserve à usage général;

b)<u>en temps de guerre :</u>

En outre de l'activité du temps de paix :

1° la détermination de l'ordre dans lequel seront exécutés les travaux ressortissant à ses attributions, en tenant compte des directives qu'il reçoit concernant l'importance relative des intérêts militaires et civils en concours;

2° la coordination de l'utilisation des ressources en main-d'oeuvre et en outillage affectées à l'accomplissement des travaux dont il détermine l'ordre de priorité;

3° le contrôle de l'exécution de ses décisions fixant l'ordre des travaux.

Article 8.-

La mission des commissions provinciales , chacune pour la province dans laquelle elle a son siège, s'exerce suivant les directives du comité mixte des travaux, et comprend :

a) en temps de paix :

1° la tenue à jour de la liste des installations dont le fonctionnement doit être assuré par priorité en temps de guerre et qui ne ressortissent pas aux autres comités, commissions et organismes; la communication de cette liste au comité mixte de même que la communication des modifications qui doivent y être apportées;

2° l'évaluation des ressources en main-d'oeuvre et en outillage nécessaires en temps de guerre pour assurer la remise en état , l'adaptation et la construction des installations visées au 1°; l'établissement de programmes d'utilisation de ces ressources ainsi que, le cas échant, l'établissement de propositions en vue de les accroître; la communication au comité mixte des évaluations, des programmes ainsi que des propositions en vue d'accroître ces ressources;

3° la liaison avec les commissions provinciales voisines de même qu'avec les organismes militaires et civils susceptibles de les aider en temps de guerre;

4° la tenue à jour d'un tableau général des affectations prévues pour les ressources existantes dans leur ressort territorial, englobant toutes les installations dont le fonctionnement doit être assuré en temps de guerre, la communication de ce tableau au comité mixte;

.../...

b) en temps de guerre :

En outre de l'activité du temps de paix,

1° la détermination de l'ordre dans lequel seront exécutés les travaux ressortissant à leurs attributions, en tenant compte des directives qui leur sont données concernant l'importance relative des intérêts militaires et civils en concours;

2° la coordination de l'utilisation des ressources en main-d'oeuvre et en outillage affectées à l'accomplissement des travaux dont elles déterminent l'ordre de priorité;

3° le contrôle de l'exécution de leurs décisions fixant l'ordre des travaux;

4° l'assistance aux autres commissions provinciales, dans la mesure où elles pourraient en avoir besoin;

5° la notification au comité mixte des travaux et des dispositions prises.

\+

\+ \+

Article 9.

Cette disposition détermine le fonctionnement du comité mixte et des commissions provinciales.

La seconde phrase de l'alinéa 1er n'est pas à sa place dans une disposition qui concerne le fonctionnement du comité mixte et des commissions. Elle devrait faire l'objet d'un article distinct qui pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 9.-

Le comité mixte et les commissions provinciales sont tenus d'attribuer la priorité absolue aux besoins militaires ayant une urgence opérationnelle".

Le reste de l'article 9 deviendrait l'article 10.

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que le comité mixte et les commissions provinciales ne se réunissent régulièrement que lorsque tous leurs membres sont présents.

L'article 10 devrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 10.-

Le comité mixte et les commissions provinciales ne peuvent délibérer que si tous les membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En temps de guerre et durant les périodes assimilées au temps de guerre par l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, s'il y a impossibilité de réunir le comité mixte ou une commission provinciale dans les délais compatibles avec l'urgence des besoins à satisfaire, le président et le vice-président exercent conjointement toutes les attributions du comité ou de la commission.

En cas d'empêchement ou de décès du président, du vice-président ou d'un autre membre du comité mixte ou d'une commission provinciale, les suppléants ont tous les droits et devoirs de ceux qu'ils remplacent".

.../...

Article 10.

Selon cette disposition, le comité mixte et les commissions provinciales disposeront chacun d'un secrétariat et les personnes attachées à celui-ci seront désignées par le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction et par le Ministre de la Défense nationale. Cette disposition manque de précision. Elle serait mieux rédigée comme suit :

"Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction et le Ministre de la Défense nationale désignent de commun accord le secrétaire du comité mixte, de même que le secrétaire de chaque commission provinciale. Ils désignent également les autres personnes attachées aux secrétariats du comité mixte et des commissions".

Cet article deviendrait l'article 11 et l'article 11 du projet, l'article 12.

Het ontwerp strekt tot oprichting van een gemengd comité en van provinciale commissies voor de in oorlogstijd dringend noodzakelijke werken.

\+

\+ +

Luidens artikel 1 worden een gemengd comité en negen provinciale commissies ingesteld.

De artikelen 2 en 3 regelen onderscheidenlijk de samenstelling van het gemengd comité en van de provinciale commissies. Bij deze artikelen zijn enkele vormopmerkingen te maken, die geen commentaar behoeven en uit de onderstaande, voor elk dezer artikelen aanbevolen tekst blijken :

"Artikel 2.-

Het gemengd comité is samengesteld uit negen leden, onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door de secretaris-generaal van het Ministerie van Openbare Werken en van Wederopbouw ; het ondervoorzitterschap door een opperofficier of een hoofdofficier, aangewezen door de Minister van Landsverdediging.

De Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw, de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Economische Zaken, de Minister van Landsverdediging, de Minister van Verkeerswezen en de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, wijzen elk een lid van het comité aan .

.../...

De Ministers die een lid aanwijzen, wijzen tevens een plaatsvervanger aan. De plaatsvervanger van de voorzitter van het comité wordt door de Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw aangewezen .

Artikel 3.-

De provinciale commissies zijn samengesteld uit negen leden, onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door een ambtenaar met ten minste de rang van directeur, aangewezen door de Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw ; het ondervoorzitterschap door een hoofdofficier, aangewezen door de Minister van Landsverdediging.

De Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw, de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Economische Zaken, de Minister van Landsverdediging, de Minister van Verkeerswezen en de gouverneur van de provincie, wijzen elk een lid aan.

De overheden die een lid aanwijzen, wijzen tevens een plaatsvervanger aan".

\+

\+ \+

.../...

Volgens het verslag aan de Koning zijn het gemengd comité en de provinciale commissies "interministeriële organismen", die belast zijn met een tweevoudige taak. Deze tweevoudige taak, zoals die naar aanleiding van het onderzoek van het ontwerp is toegelicht door de officier, die de Raad van State heeft voorgelicht, zou duidelijker in het licht worden gesteld, indien artikel 6 van het ontwerp gelezen wordt als volgt :

"Artikel 6.-

§ 1. Het gemengd comité en de provinciale commissies hebben in vredestijd tot opdracht de lijst vast te stellen van de installaties die voor de oorlogsinspanning en het economisch leven van het land van wezenlijk belang zijn, met uitzondering evenwel van de installaties welke tot de bevoegdheid behoren van de comités, commissies of lichamen voor coördinatie die in oorlogstijd belast zijn met de vraagstukken van vervoer, televerbindingen en luchtvaart-infrastructuur. In oorlogstijd bepalen zij tevens de orde van prioriteit van de herstellings-, aanpassings- en bouwwerken van die installaties.

Door het gemengd comité en de provinciale commissies worden reeds in vredestijd opgemaakt en bijgehouden een algemene opgave en een tabel met aanwijzing van de ondernemingen die de uitvoering op zich kunnen nemen van de werken aan installaties welke tot hun bevoegdheid en die van de andere comité's, commissies en lichamen voor coördinatie behoren.

.../...

Ingeval de verschillende comité's, commissies en lichamen voor coördinatie het onderling niet eens geraken en het gemengd comité der werken ze niet tot overeenstemming kan brengen, richt dit comité aan de betrokken Ministers een verslag waarbij een voorstel wordt gevoegd.

§ 2. Het gemengd comité vervult de in § 1, eerste en tweede lid, genoemde taken zelf of door bemiddeling van de provinciale commissies".

\+

\+ \+

De artikelen 7 en 8 bevatten een gedetailleerde opsomming van de voornaamste bevoegdheden van het gemengd comité en de provinciale commissies.

Zij maken een onderscheid tussen de bevoegdheden in vredestijd en in oorlogstijd.

In vredestijd blijft de bevoegdheid op het plan van de voorbereiding. In oorlogstijd zijn het gemengd comité en de provinciale commissies bevoegd tot het nemen van beslissingen betreffende de herstelling van alle beschadigde of buiten gebruik gestelde installaties die niet behoren tot de bevoegdheid van de comité's, commissies of lichamen voor coördinatie die belast zijn met de vraagstukken van vervoer, televerbindingen en luchtvaart-infrastructuur.

.../...

Beide artikelen zijn niet zeer helder geformuleerd : zij zouden beter als volgt worden gelezen, tenzij ze geheel worden omgewerkt :

"Artikel 7.-

Het gemengd comité der werken heeft tot taak :

a) in vredestijd :

1° de lijst bij te houden van de installaties waarvan de werking in oorlogstijd bij voorrang op gang gehouden moet worden en die niet tot de bevoegdheid van andere comité's, commissies en lichamen behoren ;

2° een raming op te maken van de middelen inzake arbeidskrachten en materieel die in oorlogstijd nodig zijn om te voorzien in de herstelling, aanpassing en oprichting van de in 1° bedoelde installaties ; programma's op te maken tot aanwending van deze middelen en, bij voorkomend geval, voorstellen te doen om die middelen te vermeerderen ;

3° beveiligingsmaatregelen voor te stellen die reeds in vredestijd dienen getroffen te worden in de onder 1° bedoelde installaties ;

4° in verbinding te blijven met de comités, commissies en lichamen voor coördinatie, belast met de vraagstukken van vervoer, televerbindingen en luchtvaart-infrastructuur in oorlogstijd, en dezer ramingen te centraliseren in verband met de aanwending van de verschillende middelen inzake arbeidskrachten en materieel die zij nodig achten voor de herstelling, de aanpassing of de bouw van installaties waarvoor zij bevoegd zijn ;

.../...

5° een algemene tabel bij te houden van de bestemming die gegeven wordt aan de middelen inzake arbeidskrachten en materieel, waarbij gedacht wordt aan alle installaties waarvan de werking in oorlogstijd moet worden verzekerd, alsmede een opgaaf van de middelen die een reserve voor algemeen gebruik moeten vormen ;

b) <u>in oorlogstijd</u> :

Behalve zijn taak in vredestijd :

1° de volgorde te bepalen waarin de werken die tot zijn bevoegdheid behoren, moeten worden uitgevoerd, met inachtneming van de richtlijnen die het zal ontvangen ten aanzien van de betrekkelijke belangrijkheid van de op het spel staande militaire en burgerlijke belangen ;

2° de aanwending te coördineren van de middelen inzake arbeidskrachten en materieel, bestemd voor de uitvoering van werken waarvan het de orde van prioriteit bepaalt ;

3° toe te zien op de uitvoering van zijn beslissingen tot vaststelling van de volgorde der werken.

<u>Artikel 8.-</u>

De taak van de provinciale commissies, ieder voor de provincie waar zij haar zetel heeft, wordt uitgevoerd volgens de richtlijnen van het gemengd comité der werken en bestaat er in :

.../...

a) in vredestijd :

1° de lijst bij te houden van de installaties waarvan de werking in oorlogstijd bij voorrang op gang gehouden moet worden en die niet tot de bevoegdheid van andere comité's, commissies en lichamen behoren ; deze lijst en de daarin aan te brengen wijzigingen aan het gemengd comité mede te delen ;

2° de middelen te ramen inzake arbeidskrachten en materieel welke in oorlogstijd nodig zijn voor de herstelling, aanpassing en oprichting van de in 1° bedoelde installaties ; programma's op te maken tot aanwending van die middelen en, bij voorkomend geval, voorstellen te doen om die middelen te vermeerderen ; de ramingen, programma's en voorstellen tot vermeerdering van die middelen aan het gemengd comité mede te delen ;

3° in verbinding te blijven met de provinciale commissies van de aangrenzende provincies en met de militaire en burgerlijke lichamen die hen in oorlogstijd kunnen helpen ;

4° een algemene tabel bij te houden van de bestemming die wordt voorzien voor de in hun territoriaal ressort beschikbare middelen, waarbij wordt gedacht aan alle installaties waarvan de werking in oorlogstijd moet worden verzekerd; deze tabel aan het gemengd comité mede te delen ;

.../...

b) <u>in oorlogstijd :</u>

Behalve hun taak in vredestijd,

1° de volgorde te bepalen waarin de werken die tot hun bevoegdheid behoren, moeten worden uitgevoerd, met inachtneming van de richtlijnen die ze zullen ontvangen ten aanzien van de betrekkelijke belangrijkheid van de op het spel staande militaire en burgerlijke belangen ;

2° de aanwending te coördineren van de middelen inzake arbeidskrachten en materieel, bestemd voor de uitvoering van werken waarvan zij de orde van prioriteit bepalen ;

3° toe te zien op de uitvoering van hun beslissingen tot vaststelling van de volgorde der werken ;

4° bijstand te verlenen aan de andere provinciale commissies, voor zover deze dit nodig mochten hebben ;

5° het gemengd comité kennis te geven van de werken en de genomen maatregelen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 9.

Dit artikel bepaalt de werkwijze van het gemengd comité en de provinciale commissies.

De tweede volzin van het eerste lid hoort niet thuis in een bepaling die de werkwijze van het gemengd comité en de provinciale commissies betreft. Hij moet worden opgenomen in een afzonderlijk artikel dat als volgt kan worden gelezen :

"Artikel 9.-

Het gemengd comité en de provinciale commissies moeten volstrekte voorrang verlenen aan militaire behoeften van operationele urgentie".

De overige tekst van artikel 9 zou artikel 10 worden.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, vergaderen het gemengd comité en de provinciale commissies slechts regelmatig wanneer alle leden tegenwoordig zijn.

Artikel 10 moet dus als volgt worden gelezen :

"Artikel 10.-

Het gemengd comité en de provinciale commissies kunnen niet beraadslagen en beslissen, als niet alle leden tegenwoordig zijn. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen.

.../...

In oorlogstijd en gedurende de door artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen met de oorlogstijd gelijkgestelde periodes, wanneer het onmogelijk is het gemengd comité of een provinciale commissie bijeen te roepen binnen de termijnen overeenkomende met het dringend karakter der behoeften waarin moet worden voorzien, oefenen de voorzitter en de ondervoorzitter te zamen alle bevoegdheden uit van het comité of van de commissie.

Bij verhindering of overlijden van de voorzitter, de ondervoorzitter of een ander lid van het gemengd comité of een provinciale commissie, hebben de plaatsvervangers alle rechten en plichten van degenen die zij vervangen.

Artikel 10.

Volgens dit artikel beschikken het gemengd comité en de provinciale commissies ieder over een secretariaat en worden de aan dit secretariaat verbonden personen aangewezen door de Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw en de Minister van Landsverdediging. Dit artikel is niet zeer duidelijk en kan beter als volgt worden gelezen :

"De Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw en de Minister van Landsverdediging wijzen in onderlinge overeenstemming de secretaris van het gemengd comité en de secretaris van iedere provinciale commissie aan. Zij wijzen eveneens de andere personen aan, die aan de secretariaten van het gemengd comité en de provinciale commissies zijn verbonden."

Dit artikel zou artikel 11 worden, zoals artikel 11 van het ontwerp, artikel 12 zou worden.

La chambre était composée de

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	Ch. VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.